

**Intervention de Bernard Bot,
ministre néerlandais des Affaires étrangères,
représentant la présidence de l'Union européenne
à la Conférence sur la région des Grands Lacs,
Dar es Salaam, les 19 et 20 novembre 2004**

Chers présidents, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je tiens à saluer, au nom de l'Union européenne, cette importante initiative de l'Union africaine et des Nations unies. Permettez-moi également d'exprimer le ferme espoir que cette conférence historique posera les fondements d'une région des Grands Lacs prospère, sans guerre ni peur. L'Union européenne est engagée à porter assistance à la région dans sa quête d'un avenir meilleur et reconnaît cette conférence comme un pas important vers une amélioration considérable des relations.

La violence des dix dernières années a infligé des épreuves sans précédent à la population des pays des Grands Lacs. On ne saura probablement jamais combien sont morts, directement ou indirectement, mais les chiffres qui circulent sont effrayants. Tout aussi graves sont les cicatrices laissées à ceux qui ont survécu mais qui porteront toute leur vie durant le fardeau du souvenir de ce qu'eux, leurs parents et leurs proches ont vu et vécu.

L'effondrement des fonctions étatiques essentielles, dans le domaine de l'éducation par exemple, a privé toute une génération des connaissances dont elle, ses communautés et ses pays auraient tant eu besoin pour bâtir un avenir meilleur. Le fait que, dans de nombreux cas, le droit des plus forts l'ait emporté sur l'État de droit a fortement découragé les citoyens ordinaires d'investir dans leur propre avenir et de se faire entendre.

Mesdames et Messieurs, la région et la communauté internationale dans son ensemble ne peuvent pas rester inactives face aux conflits continus. De nouvelles explosions de violence pourraient entraîner la région dans une seconde décennie de guerre si des solutions durables ne sont pas apportées aux problèmes actuels. Nous savons tous à quel point les populations de la région attendent de leurs dirigeants la sagesse et le sens des responsabilités qui les remettront sur la bonne voie, laissant ainsi la coopération prévaloir sur la confrontation. La conférence d'aujourd'hui prouve que ce défi est en train d'être relevé.

C'est pour cela que l'Union européenne attache une telle importance à ce sommet et au rôle crucial que l'ONU et l'UA ont joué dans sa préparation. Les dirigeants des onze pays les plus concernés par le conflit des Grands Lacs sont présents pour discuter d'une démarche commune en vue d'une solution. L'UE sait, par expérience, à quel point il est difficile de se remettre de vieilles blessures et cicatrices. Mais elle sait aussi à quel point il est gratifiant de trouver la voie du dialogue, de la reconstruction et de la coopération. Connaissant l'intensité des antagonismes, le fait même que les pays de la région soient réunis pour s'entendre sur une déclaration de principes commune représente un important jalon du processus de paix dans la région. La déclaration devrait définir un cadre d'action général, identifier les priorités et formuler des orientations pour la coopération. Le premier pas est souvent le plus difficile. La déclaration de Dar es Salaam devra maintenant être traduite en programmes d'action.

L'expérience prouve que l'éradication des conflits est une condition sine qua non de la coopération et du développement socioéconomiques ainsi que de la réduction de la pauvreté. Ce fait souligne à quel point il est important que la Conférence donne lieu à des dispositions exhaustives et efficaces pour la sécurité régionale. Il sera cependant tout aussi important de mettre en œuvre avec rapidité et soin les dispositions qui ont déjà été convenues, du niveau local au niveau régional.

Pour assurer une paix et une sécurité durables, les différentes sources qui attisent le conflit dans la région devront être attaquées de front. Il s'agit entre autres de la prolifération des armes légères et des groupes armés, de l'exploitation illicite des ressources, de la misère répandue et du manque de perspective. Il s'agit également et notamment, des politiques qui donnent lieu à l'exclusion, à la discrimination et à la marginalisation. Une bonne gouvernance commence par l'inclusion de tous, par le droit de s'exprimer et d'être entendu, sans tenir compte de son appartenance à une majorité ou à une minorité, ou encore de relations avec ceux qui se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur des cercles du pouvoir. La présence d'un si grand nombre de représentants de la société civile à cette conférence est certainement de bon augure à cet égard.

Excellences, Mesdames et Messieurs, l'Union européenne s'est engagée à soutenir le processus qui aboutira à la seconde réunion au sommet qui, nous l'espérons et nous en sommes convaincus, se soldera par un pacte de stabilité, de sécurité et de développement dans la région. Cette conférence marque un tournant. La déclaration de principes ouvre la voie. L'Union européenne continuera d'en soutenir la mise en œuvre, en collaboration avec les autres membres de la communauté internationale, par le biais du Groupe de soutien de la Conférence des Grands Lacs ainsi que par les nombreux contacts entre l'UE, ses membres et les États de la région.

L'Afrique, Mesdames et Messieurs, prend de plus en plus son avenir en main. Une Union africaine dynamique, la création du NEPAD, la consolidation d'organisations régionales telles que la CEDEAO et la SADC sont autant d'indications claires de la résolution de l'Afrique à façonner son propre avenir. Cette conférence est une autre preuve que l'Afrique, avec le soutien de la communauté internationale, relève aujourd'hui le défi de la création d'un avenir meilleur.

Je vous remercie.